ASSEMBLÉE NATIONALE

7 juin 2024

PROTÉGER LE MODÈLE D'ASSURANCE CHÔMAGE ET SOUTENIR L'EMPLOI DES
SÉNIORS - (N° 2733)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 31

présenté par

M. Viry

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 4, insérer l'article suivant:**

« Le I de l'article L. 6315-1 du code du travail est complété par un alinéa ainsi rédigé :
« Dans l'hypothèse où le salarié n'a pas fait valoir son droit à bénéficier d'un entretien
professionnel dans les cinq dernières années, l'employeur est tenu de rappeler à cet employé son
droit à un entretien consacré à ses perspectives d'évolution. »
Les modalités de mise en œuvre du présent article sont fixées par décret. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à instaurer un dialogue entre les salariés et l'entreprise autour du développement des compétences et des perspectives d'évolution professionnelle. Cet article a donc pour objectif d'imposer à l'employeur l'obligation d'information du droit du salarié à bénéficier d'un entretien professionnel dans l'hypothèse où le salarié n'aurait pas fait valoir ce droit dans les cinq dernières années. L'intérêt premier de cette disposition est de mieux faire connaître l'entretien professionnel. En effet, l'individualisation de l'accès à la formation professionnelle a vocation à construire une culture de la formation tout au long de la vie, adaptée à chaque salarié, selon ses besoins.